

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE FRANÇAISE COMMERCIALE OCÉAN INDIEN

Société Anonyme au capital de 16 666 800 €
Siège social : 58, rue Alexis de Villeneuve, 97400 Saint-Denis
330 176 470 R.C.S. Saint-Denis

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2025**I. – Bilan au 31 décembre 2024**

(En euros.)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Opération de trésorerie et opération interbancaires	195 238 381	179 173 069
Créances sur les établissements de crédit	205 925 869	85 144 437
Operations avec la clientèle	1 666 605 578	1 752 161 426
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	2 708 074	2 293 911
Parts dans les entreprises liées	0	0
Immobilisations incorporelles	24 529 929	18 713 282
Crédit bail et opérations assimilées	19 319 710	20 560 307
Immobilisations corporelles	13 207 454	13 559 198
Autres actifs	11 514 435	9 119 413
Comptes de régularisation	15 328 661	39 140 192
Total actif	2 154 378 090	2 119 865 235

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	524 524 558	439 346 170
Operations avec la clientèle	1 377 890 611	1 421 777 767
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	17 270 898	16 658 653
Comptes de régularisation	17 339 469	17 733 756
Provisions	18 334 570	18 107 174
Dettes subordonnées	22 012 461	22 015 877
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	1 664 091	1 664 091
Capitaux propres hors FRBG :	175 341 434	182 561 747
Total passif	2 154 378 090	2 119 865 235

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	235 964 082	208 762 629
Engagements de financement	168 236 311	130 846 047
En faveur d'établissements de crédit	0	0
En faveur de la clientèle	168 236 311	130 846 047
Engagements de garantie	67 727 770	77 916 582
En faveur d'établissements de crédit	32 705 791	31 384 500
En faveur de la clientèle	35 021 980	46 532 081
Engagements reçus	736 344 822	590 826 319
Engagements de financement	152 250 004	193 756 423
Reçus d'établissements de crédit	152 250 004	193 756 423
Engagements de garantie	584 094 819	397 069 896
Reçus d'établissements de crédit	432 298 385	373 591 251
Reçus de la clientèle	151 796 434	23 478 646
Autres engagements	450 148 984	436 238 663
Engagements sur instruments financiers à terme	362 123 664	349 902 375
Autres engagements	84 005 805	84 032 925
Engagements donnés	84 005 805	84 032 925
Engagements reçus	0	0
Douteux	4 019 515	2 303 362

II. – Compte de résultat publiable

(En euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	69 253 188	60 807 356
Intérêts et charges assimilées	-37 808 036	-27 901 388
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	6 730 127	6 095 156
Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	-7 092 545	-5 632 494
Revenus des titres à revenu variable	17 593	34 168
Commissions (produits)	48 542 724	48 387 113
Commissions (charges)	-9 518 206	-9 304 661
Gains/pertes sur op. Des portefeuilles de négociation	496 831	55 472
Gains/pertes sur op. Des portefeuilles de placement et assimilés	-59 746	0
Autres produits d'exploitation bancaire	3 384 642	3 396 118
Autres charges d'exploitation bancaire	-158 546	-93 954
Produit net bancaire	73 788 027	75 842 886
Charges générales d'exploitation	-47 491 162	-44 864 538
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-2 818 735	-3 389 150
Résultat brut d'exploitation	23 478 130	27 589 198
Coût du risque	-10 459 901	-6 049 895
Résultat d'exploitation	13 018 229	21 539 304
Gains/pertes sur actifs immobilisés	-895	3 363
Résultat courant avant impôt	13 017 334	21 542 666
Résultat exceptionnel	0	0
Impôts sur les bénéfices	-3 531 856	-4 836 875
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	9 485 478	16 705 791

III. – Annexe aux comptes annuels

Notes sur les principes comptables

Les comptes de la BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN (BFC) ont été établis conformément aux dispositions définies par :

- le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par le règlement ANC n°2020-10 et n°2023-05

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, à savoir :

- la continuité de l'exploitation ;
- la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- l'indépendance des exercices ;
- le respect du principe de prudence.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité

Changement de méthodes comptables

BFCOI n'a procédé à aucun changement de méthode comptable ni de présentation pour l'établissement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Faits marquants intervenus au cours de l'exercice

En avril 2024, la BFCOI a migré vers un nouvel outil informatique bancaire afin de renouveler les infrastructures, les applicatifs, l'octroi de crédit, la GED et la banque à distance. Cette migration a entraîné de nombreux impacts opérationnels et comptables, nécessitant la mise en place de solutions alternatives afin de pouvoir fiabiliser les opérations et les états financiers¹.

Le cyclone Chido intervenu à Mayotte en décembre 2024 a engendré la comptabilisation d'une provision en coût net du risque pour un montant de 560 K€.

Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice écoulé

Le cyclone Garance à la Réunion est intervenu en mars 2025 mais n'a pas entraîné d'impact pour la BFC.

Portefeuilles titres

Les titres sont classifiés en fonction de :

- leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et titres de l'activité de portefeuille, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation spécifiques qui sont les suivantes :

Titres de transaction

Ces titres figurent à l'actif du bilan au prix de marché. A la date d'arrêté, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

La valeur d'inventaire de ces titres est leur prix de marché. En date d'arrêté, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation par ensemble homogène de titres de même nature, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation

Ces titres sont enregistrés au prix d'achat. A la clôture de l'exercice, ils sont estimés en fonction de l'actif net, de la situation financière et des perspectives de rentabilité de l'entreprise. Les moins-values constatées valeur par valeur donnent lieu à la dotation d'une dépréciation.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition. Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'ordre liés à l'acquisition sont intégrés dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens en utilisant le mode d'amortissement suivant :

Logiciels*	Linéaire / 1 an à 3 ans
Matériels	Linéaire / 5 ans
Matériels informatiques	Linéaire / 3 ans à 5 ans
Mobiliers	Linéaire / 10 ans
Aménagements	Linéaire / 10 ans
Automobiles	Linéaire / 4 ans
Immeubles :	
- Gros œuvre	Linéaire / 40 ans
- Façades et toiture	Linéaire / 30 ans
- Second œuvre	Linéaire / 15 ans

* logiciels, amortis sur une durée d'un an à trois ans, à l'exception du progiciel d'ALM amorti sur 7 ans ;

Les droits au bail des nouvelles agences sont amortis sur une durée de 9 ans.

Dotations aux amortissements

Les dotations relatives aux immobilisations d'exploitation sont enregistrées dans la rubrique « dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat publiable. Celles relatives aux immobilisations hors exploitation sont enregistrées dans la rubrique « Autres charges d'exploitation bancaire ».

Risques de crédit**Créances douteuses**

La BFC applique les dispositions des règlements n°2002-03 et n°2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable, relatifs au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, ainsi que les dispositions du CRC 2007-06 relatif au traitement des découverts douteux.

Les créances sur la clientèle dont le recouvrement est devenu incertain font l'objet d'une dépréciation de façon à couvrir la perte globale pouvant résulter de leur non-recouvrement total ou partiel. Ces dépréciations sont comptabilisées client par client.

Les intérêts sur créances douteuses sont dépréciés à 100 %.

Sont définies comme créances douteuses :

- les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non-recouvrement ;
- les créances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois en matière de crédits immobiliers aux acquéreurs de logement) ;
- les découverts en dépassement d'autorisation continu depuis plus de 3 mois ;
- les créances présentant un caractère contentieux (déchéance du terme, procédure collective).

Lorsqu'elles présentent les caractéristiques énoncées ci-dessus, les créances (capital échu et capital restant dû + intérêts échus) sont extraites des postes d'origine et inscrites sous la rubrique "créances douteuses".

La classification en créances douteuses d'un encours sur une personne physique ou morale déterminée entraîne le transfert de l'intégralité des engagements sur cette personne des rubriques d'encours sains vers les rubriques d'encours douteux, nonobstant toute considération liée aux garanties individuelles, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.

Actualisation des flux de recouvrement prévisionnels des créances douteuses

L'application de cette disposition des règlements CRC 2002-03 et CRC 2005-03, s'est traduite en 2024 par une dotation nette de 617 K€ contre 109 K€ en 2023, intégralement enregistrée en coût net du risque.

Créances douteuses compromises

Lorsqu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis. Cette identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés.

Lorsqu'elles sont jugées irrécupérables, les créances douteuses compromises sont comptabilisées en pertes.

Segmentation des encours :

Les cotations retenues par la BFC sont les suivantes :

- Clients sains : côtés 1 (très bon), 2 (bon), 3 (assez bon) ou 4 (acceptable) ;
- Clients sensibles : côtés 5 (sain mais sensible) ou 6 (risque non acceptable) ;
- Clients en défaut : 7 (douteux perte partielle quasi certaine), 8A (créances en recouvrement judiciaire ou amiable) ou 8B (créances définitivement compromises).

Dépréciation de 12.5 % sur les encours des clients commerciaux déclassés de sains ou sensibles à douteux

Conformément à la norme du Groupe SG, la BFC comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation forfaitaire de 12,5 % sur les encours des clients commerciaux (CLICOM) déclassés de sains ou sensibles à douteux.

Il s'agit d'une dépréciation minimum, avant toute analyse de la valeur des garanties.

Dépréciation sur les encours douteux de la clientèle privée (CLIPRI) et professionnelle (CLIPRO).

La BFC comptabilise en diminution de l'actif une dépréciation sur les encours douteux CLIPRI et CLIPRO consécutifs à des impayés sur des crédits à la consommation, des crédits à l'habitat (hors garanties Crédit Logement) ou des découverts en dépassement continu depuis plus de 90 jours.

Cette dépréciation s'élève à 6 338 K€ au 31 décembre 2024.

Provisionnement S1/S2 IFRS 9 sur les encours sains pour l'ensemble de la clientèle

En cohérence avec les modalités d'estimation des pertes de crédit attendues utilisées dans les comptes consolidés du Groupe, des provisions pour risque de crédit calculées à hauteur des pertes attendues sont enregistrées au passif du bilan sur la base des encours sains des prêts et d'engagements hors bilan.

Une reprise nette de 1 204 € a été comptabilisée en compte de résultat.

La provision pour dépréciation au 31 décembre 2024 s'élève à 13 749 K€.

Epargne-logement

En application des dispositions du règlement CRC 2007-01, relatives à la comptabilisation des comptes (CEL) et plans (PEL) d'épargne logement, la BFC procède à l'évaluation des conséquences défavorables :

- des engagements relatifs à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs de CEL et de PEL (engagement de prêter à un taux fixe déterminé à l'ouverture du contrat) ;
- des engagements pris en matière de rémunération des PEL pendant la phase de collecte (taux de rémunération fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée).

Cette provision s'élève à 419 K€ au 31 décembre 2024.

Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise.

Il recouvre en outre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liées à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Commissions de crédit et coûts marginaux relatifs à l'octroi de concours

La BFC applique depuis 2010 le CRC 2009-03 relatif à la comptabilisation des commissions de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi d'un concours.

Les frais de dossiers sur prêts ainsi que les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont enregistrés de manière linéaire sur la durée de vie contractuelle des prêts concernés et comptabilisés en produits nets d'intérêts dans le Produit Net Bancaire (PNB).

FRBG

En application du règlement 90.02 du CRBF, la BFC enregistre un « Fonds pour risques bancaires généraux ».

Notes sur le bilan**Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes ordinaires, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Opérations avec la clientèle

Dans le cadre de l'application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2020-10 du 22 décembre 2020 qui amende le règlement ANC n°2014-07 la créance sur la Caisse des Dépôts relative aux opérations de centralisation de l'épargne réglementée (livrets A, livrets développement durable et livrets d'épargne populaires) est reclassée au passif. Ce changement de présentation permet de regrouper dans le même poste un actif et un passif dont l'existence est indissociable.

Au 31 décembre 2024, cette créance de 81 294 K€ est en déduction du poste « Opérations avec la clientèle » dans lequel sont enregistrés les dépôts collectés auprès de la clientèle au titre des comptes d'épargne réglementée. Ce changement de présentation permet ainsi de regrouper dans le même poste un actif et un passif dont l'existence est indissociable.

Dettes subordonnées

Il s'agit de deux emprunts subordonnés de 11 000 K€ souscrits auprès des deux actionnaires : Groupe THE MAURITIUS COMMERCIAL BANK LTD et de la SOCIETE GENERALE et mis en place en 2021, pour une durée de 10 ans avec la capacité de rembourser par anticipation et sans frais à compter de 5 ans.

Opérations en devises

Les emplois, réserves et engagements en devises figurant au bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie des comptes de positions de change par devises. La différence entre les résultats des conversions telle que définies ci-dessus et les contre-valeurs euros telles qu'elles ont été enregistrées aux dates d'entrée au bilan est portée au compte de résultat.

Engagements sociaux : médailles du travail, indemnités de fin de carrière, retraite

Les pensions de retraite dues au titre des divers régimes obligatoires pour le personnel de la Réunion et de Paris sont prises en charge par des organismes extérieurs spécialisés (CRIC, CRIS, ANEP, et CRPB-DOM). Les cotisations dues au titre d'un exercice sont comptabilisées dans le résultat de la période.

Indemnités de fin de carrière (IFC)

La BFC verse des indemnités de fin de carrière en fonction de l'ancienneté des salariés.

Les engagements correspondants, valorisés par un cabinet d'actuaire, selon la méthode des unités de crédit projeté et sur la base d'un taux d'actualisation de 4,00 % sont couverts, d'une part par une provision enregistrée au passif du bilan, et d'autre part au travers d'un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance.

Ces engagements ont été valorisés sur la base de départs volontaires à la retraite (10 % des départs à 62 ans, 90 % des départs à 65 ans).

Médailles du travail

Le montant net des engagements de la BFC au 31/12/2024 s'élève à 250 KEUR, entièrement provisionné. Ces engagements ont été calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 2,88 %.

Régime de retraite de Mayotte

Un accord d'établissement, signé le 6 octobre 2017, a institué un régime de retraite à cotisations définies se substituant au régime de retraite à prestations définies, institué en 1996 par décision unilatérale de l'employeur. Cet accord prévoit le versement, sous conditions, d'une prime exceptionnelle de départ à la retraite. Le montant des engagements relatifs à cette prime exceptionnelle de départ, valorisé par un cabinet d'actuaire sur la base d'un taux d'actualisation de 3,17 %, s'élève à 1 933 K€ au 31 décembre 2024.

Opérations sur les instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014. Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes hors bilan pour la valeur nominale des contrats. Ce montant représente le volume, ou encore le montant notionnel, des opérations en cours. Il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Instruments financiers dérivés

Afin de réduire son exposition au risque de taux, la BFC a conclu avec la Société Générale des contrats de swaps de taux, en couverture de certains actifs et de certains passifs ; l'encours global de ces swaps au 31 décembre 2024 s'élève à 362 M€.

Engagements de hors-bilan

La Banque constate dans le hors-bilan les engagements irrévocables donnés ou reçus.

Informations relatives à la composition des fonds propres prudentiels

Détail des fonds propres (en KEUR)	31/12/2024
Capital	16 667
Réserves et report à nouveau	149 189
Résultat intermédiaire	0
Fonds pour risques bancaires généraux	1 664
(-) Immobilisations incorporelles	-24 117
(-) Autres Eléments de fonds propres CET1 ou déductions	-1 755
Fonds propres de base (T1)	141 648
Retraitements prudentiels des plus ou moins-values latentes sur immobilisations corporelles reportés en fonds propres complémentaires	1 962
Titres et emprunts répondant aux conditions de l'article 4c) du règlement n°90-02	22 000
Fonds propres complémentaires (T2)	23 962
Total fonds propres	165 609

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes, inscrits en résultat dans les comptes, se décomposent comme suit :
Des honoraires d'audit au titre de l'exercice 2024 :

- 101 milliers d'euros hors taxes pour le cabinet KPMG
- 101 milliers d'euros hors taxes pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit (PWC)

Des travaux complémentaires sur les comptes statutaires 2024 :

- 101 milliers d'euros pour le cabinet KPMG ;
- 101 milliers d'euros pour le cabinet PWC.

Sur ces travaux complémentaires, 105 milliers d'euros ont été inscrits au compte de résultat 2024 et 97 milliers d'euros sont inscrits au compte de résultat 2025.

Autres informations

Les comptes de la BFC sont :

- intégrés selon la méthode d'intégration globale dans les comptes consolidés de la Société Générale ;
- mis en équivalence dans les comptes consolidés de la Mauritius Commercial Bank (MCB).

Le montant de l'encours des prêts participatifs à durée indéterminée accordés par la BFC s'élève à 700 K€ au 31 décembre 2024. Le bénéficiaire en est le Crédit Logement.

Informations fournies en application du règlement ANC N° 2010-04 :

- Transactions significatives entre parties liées, conclues à des conditions « hors marché » : néant
- Opérations présentant des risques et avantages significatifs et non inscrites au bilan ou au hors bilan : néant.

Aucun encours douteux compromis ni d'encours restructurés n'a été effectué à des conditions hors marché.

Les immobilisations incorporelles sont composées pour 24 millions d'euros de coûts liés au développement de l'outil amplitude dont la migration s'est déroulée en avril 2024. L'outil ne respectait pas le niveau de performance attendu au 31 décembre et continuait à engendrer des coûts afin de stabiliser son fonctionnement. Il a donc été décidé de ne démarrer son amortissement qu'à partir de l'exercice 2025.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit
(Créances ne sont pas éligibles au refinancement de la BDF)

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires débiteurs	102 238		102 238	60 873		60 873
Comptes et prêts à terme		100 831	100 831		21 771	21 771
Créances douteuses						
Sous-total	102 238	100 831	203 069	60 873	21 771	82 644
Créances rattachées	2 602	255	2 857	2 273	228	2 501
Total brut	104 840	101 086	205 926	63 146	21 999	85 144
Dépréciations						
Total net	104 840	101 086	205 926	63 146	21 999	85 144

Note 2. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Crédits à la clientèle	1 523 726	1 631 889
Valeurs non imputées	12 655	12 627
Comptes ordinaires débiteurs	52 944	29 883
Créances rattachées	2 425	3 784
Créances douteuses	140 054	137 151
Total brut	1 731 803	1 815 334
Dépréciations	65 198	63 173
Total net	1 666 606	1 752 161

Note 2 bis. – Risques de crédit : répartition par grands types de contrepartie

(En milliers d'euros.)	Particuliers	Entreprises	Clientèle financière	Autres	Total
Créances douteuses	34 697	98 555		6 802	140 054
Créances douteuses	18 650	50 435		6 777	75 862
Créances douteuses compromises	16 047	48 120		25	64 192
Dépréciations sur créances douteuses	20 812	40 338		4 048	65 198
Dépréciations/créances douteuses - principal	470	7 247		2 972	10 689
Dépréciations/créances douteuses compromises - principal	12 785	28 364		25	41 174
Dépréciations/créances douteuses - intérêts	375	578		906	1 859
Dépréciations/créances compromises - intérêts					
Dépréciations forfaitaires sur créances douteuses	7 182	4 149		145	11 476
Total net exercice en cours	13 885	58 217		2 754	74 856
Total net exercice précédent	10 937	59 521		3 519	73 978

Note 2 ter. – Flux des dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(En milliers d'euros.)	Solde début période	Dotations	Reclassement	Reprise / disponible	Reprise / utilisée	Solde fin période
- Sur opérations interbancaires						
- Sur créances clientèle :	63 173	23 381		14 581	6 776	65 197
- En principal	61 247	22 480		13 613	6 776	63 339
- En intérêts	1 926	901		968		1 859
- Sur portefeuille titres de participation et titres détenus à long terme	56	5				61
- Sur portefeuille titres de placement						
	63 229	23 386		14 581	6 776	65 258

Note 3. – Portefeuille titres (**)

(En milliers d'euros.)	Investissement		Placement		Transaction		Valeurs nettes comptables Total		Plus values latentes
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024
Organismes publics									
Treasury bonds (Seychelles)									
Treasury bills (Seychelles)									
Stocks (Seychelles)									
Créances rattachées									
Provisions									
Total obligations et autres titres à revenu fixe									
Actions									
Créances rattachées									
Dépréciations									
Total actions et autres titres à revenu variable									

(**) L'ensemble de ces titres est non coté.

Note 4. – Participations et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

	Nombre de titres détenus	Part dans le capital	Nominal des titres en €	Valeur brute k €	Dépréciation k €	Valeur nette comptable k €
Participations						
Crédit Logement	32	NS	70	2		2
Autres						
SEM NORDEV	75	0	250	19		19
SWIFT	3	NS		1		1
APICAP	1 000			730	54	676
CERTIFICATS D'ASSOCIATION du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR)				1 979		1 979
Total participations : non cotées				2 731	54	2 677
Parts dans les entreprises liées						
Etablissements de crédit						
Autres						
BPIFRANCE (ex OSEO)	43 544	NS	8	6		6
Run Croissance	50	2,6 %	10 000	32	7	25
Auber Immobilier						
SCI Mayotte 2001						
SCI OMAHA 2012						
Avance Associé OMAHA 2012						
SNC SOCIETE 72	99	1	10			
Total parts dans les entreprises liées non cotées				39	7	31
Participations cotées						
Total participations cotées						
Total général				2 769	61	2 708

Note 4 bis. – Opérations avec les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Créances	Dettes	Engagements donnés	Engagements reçus	Instruments financiers
The Mauritius Commercial Bank Maurice	453	12 396	63	5 388	
The Mauritius Commercial Bank Seychelles					
Société Générale	130 760	447 270	34	152 250	(*) 362 124
MCB Madagascar		83			
SCI Mayotte 2001					

(*) swaps de taux d'intérêts et caps / floors, valeur nominale

Note 4 ter. – Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme au 31 décembre 2024

Filiales et participations (En milliers d'euros.)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus Brute	Valeur comptable des titres détenus Nette
A - Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication :					
1- Filiales détenues à plus de 50 %					
2- Participations détenues entre 10 % et 50 %					
B - Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication :					
1- Filiales françaises (ensemble)				791	729
2- Filiales étrangères (ensemble)					
3- Participations dans des sociétés françaises (ensemble)					
4- Participations dans des sociétés étrangères (ensemble)				1 979	1 979
5- Certificat d'association du fonds de garantie des dépôts					
Total				2 769	2 708

Filiales et participations (En milliers d'euros.)	Prêts et avances consentis par la BFCOI et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés	PNB 2023	Résultat (bénéfice ou perte 2021)	Dividendes encaissés par la BFCOI au cours de l'exercice
A - Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication :					
1- Filiales détenues à plus de 50 %					
2- Participations détenues entre 10 % et 50 %					
B - Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication :					
1- Filiales françaises (ensemble)					
2- Filiales étrangères (ensemble)					
3- Participations dans des sociétés françaises (ensemble)					
4- Participations dans des sociétés étrangères (ensemble)					
5- Certificat d'association du fonds de garantie des dépôts					
Total					

Note 5. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	Début d'exercice	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	Fin d'exercice
Valeur brute					
Logiciels	33 893	6 414	3 368		36 939
Droits au bail	366				366
Total	34 258	6 414	3 368		37 304
Amortissements					
Logiciels	15 017	760	3 368		12 409
Droits au bail	366				366
Total	15 382	760	3 368		12 775
Dotations aux dépréciations sur immobilisations					
Logiciels	163		163		
Total	163		163		
Valeur nette comptable	18 713	5 654	-163		24 530

Note 5 bis. – Crédit bail et opérations assimilées

(En milliers d'euros.)	Début d'exercice	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	Fin d'exercice
Valeur brute					
Crédit bail et opérations assimilées	31 456	5 869	1 787		35 538
Créances rattachées	18		18	1	1
Total	31 474	5 869	1 805	1	35 539
Amortissements / Dépréciations					
Crédit bail et opérations assimilées	-10 914	-6 464	-1 158		-16 219
Créances douteuses					
Total	-10 914	-6 464	-1 158		-16 219
Valeur nette comptable	20 560	-595	-647	1	19 320

Note 5 ter. – Crédit bail et opérations assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Encours financiers	21 144	21 050
Résultats financiers	911	670
Réserves latentes	2 038	765

Note 5 quater. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	Début d'exercice	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	Fin d'exercice
Valeur brute					
Terrains					
Immeubles d'exploitation	270				270
Immeubles hors exploitation	390				390
Constructions					
Immeubles d'exploitation	7 036				7 036
Immeubles hors exploitation	1 380				1 380
Agencements, Installations, autres immobilisations corporelles	48 159	1 922			50 081
Total	57 234	1 922			59 156
Amortissements / Dépréciations					
Constructions					
Immeubles d'exploitation	3 722	260			3 982
Immeubles hors exploitation	1 125	53			1 178
Agencements, Installations, autres immobilisations corporelles	38 788	1 954			40 742
Dotation aux provisions pour dépréciation	40	55	47		47
Total	43 675	2 321	47		45 948
Valeur nette comptable	13 559	-399	-47		13 207

Note 6. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes de stocks et emplois divers		
Débiteurs divers	11 514	9 119
Total	11 514	9 119

Note 7. – Comptes de régularisation actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'encaissement	9 215	424
Charges constatées d'avance	681	979
Produits à recevoir	4 738	5 244
Autres comptes de régularisation	376	32 493
Siège et succursales	319	
Total	15 329	39 140

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	86 083		86 083	32 595		32 595
Comptes et emprunts à terme		435 349	435 349		403 666	403 666
Valeurs données en pension						
Sous-total	86 083	435 349	521 432	32 595	403 666	436 262
Dettes rattachées		1 394	1 394	21	1 461	1 482
Autres sommes dues	1 699		1 699	1 603		1 603
Total	87 782	436 743	524 525	34 219	405 127	439 346

Note 9. – Opérations avec la clientèle et dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Opérations avec la clientèle	1 294 704	83 186	1 377 891	1 242 994	178 784	1 421 778
Comptes d'épargne à régime spécial	248 813	43 974	292 787	246 177	47 932	294 109
Dettes rattachées		1 591	1 591	4 019	2 209	6 228
Comptes ordinaires de la clientèle	1 024 034		1 024 034	981 182		981 182
Autres sommes dues	11 877		11 877	11 518		11 518
Comptes créditeurs à terme		118 914	118 914		128 643	128 643
Autres dettes diverses	9 879		9 879	98		98
Dettes rattachées						
CDC		-81 294	-81 294			
Dépôt de garantie	101		101			
Dettes représentées par un titre						
* Bons de caisse						
* Titres de créances négociables						
Total général	1 294 704	83 186	1 377 891	1 242 994	178 784	1 421 778

Note 10. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Personnel et comptes rattachés	1 411	502
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 593	1 734
Etat et autres collectivités publiques	4 098	5 414
Autres dettes	7 169	9 008
Total	17 271	16 659

Note 11. – Comptes de régularisation - passif

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'encaissement	303	192
Produits constatés d'avance	2 260	2 279
Charges à payer	14 050	13 360
Autres comptes de régularisation	708	1 903
Siège et succursales	18	
Total	17 339	17 734

Note 12. – Provisions

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Reprises utilisées	Fin exercice
Autres provisions :						
Risques sur opérations avec la clientèle	14997	13666	14686	228		13 749
Charges de personnel	2 140	637	33			2 744
Autres risques et charges	970	1 200	328			1 841
Total	18 107	15 502	15 047	228		18 334

Note 13. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Variation	Fin exercice
Emprunts à taux variables			
Emprunts participatifs			
Dettes subordonnées à durée indéterminée	22 000		22 000
Dettes rattachées	16	-4	12
Total	22 016	-4	22 012

Les taux moyens appliqués pour 2023 et 2024 sont respectivement de : 4,55 % et 5,06

Note 14. – Capital souscrit

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Nombre	Nominal	Nombre	Nominal
Titres émis				
Actions ordinaires	333 336	50,00 €	333 336	50,00 €
Total	333 336		333 336	

Note 15. – Réserves

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Réserves légales	1 667	1 667
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 123	4 123
Total	5 790	5 790

Note 16. – Evolution des capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros.)	Capital	Certificats d'investissement	Primes	Réserves	Report à nouveau	Dividendes	Résultat	Total
Position au début de l'exercice	16 667		1 921	5 790	141 479		16 706	182 562
Résultat de l'exercice (avant affectation)							9 485	9 485
Affectation du résultat de l'exercice précédent					16 706		-16 706	
Distribution de l'exercice						-16 706		-16 706
Stock provisions S1 S2								
Position à la clôture de l'exercice	16 667		1 921	5 790	158 185	-16 706	9 485	175 341

Note 17. – Actifs / Passifs selon durée restant à courir

(En milliers d'euros.)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs					
Créances sur les établissements de crédit	187 813	2 141	5 317	10 654	205 925
Opérations avec la clientèle	207 355	182 629	653 071	623 550	1 666 605
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Total exercice en cours	395 168	184 770	658 388	634 204	1 872 531
Total exercice précédent	339 953	184 604	752 991	686 913	1 964 461
Passifs					
Dettes envers les établissements de crédit	132 850	185 637	140 283	65 754	524 525
Opérations avec la clientèle	1 369 536	60 355	23 765	5 529	1 459 185
CDC		-81 294			-81 294
Dettes représentées par un titre					
*bons de caisse					
*titres de créances négociables					
Total exercice en cours	1 502 386	164 699	164 048	71 283	1 902 415
Total exercice précédent	1 326 369	138 014	153 195	195 159	1 812 737

Aucun encours n'est éligible au refinancement de la Banque centrale.

Note sur les opérations en devises

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Actif	Passif	Devises à recevoir	Devises à livrer	Actif	Passif	Devises à recevoir	Devises à livrer
EUR	2 217 326	2 217 326	5 260	5 509	2 409 891	2 409 891		
USD	20 948	20 948	6 237	5 984	41 266	41 266		
GBP	1 594	1 594			1 267	1 267		
JPY	75	75	491	491	50 306	50 306		
Autres devises	262	262	5		15 225	15 225		
Total	2 240 205	2 240 205	11 993	11 985	2 517 955	2 517 955		

Note 18

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Opérations de spéculation	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	Opérations de spéculation	Opérations de couverture	Autres opérations	Total
Swaps de taux d'intérêt - marché de gré à gré		362 124		362 124		349 903		349 903
Euros		362 124		362 124		349 903		
Devises								
Futures de taux - marché organisé								
Achat de contrats								
Ventes de contrats								
Total		362 124		362 124		349 903		349 903

Note 19. – Intérêts & produits assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Etablissements de crédit	Clientèle	Etablissements de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	8 318	3 170	4 260	3 342
Intérêts sur comptes IEDOM	4 530		3 320	
Intérêts sur comptes & prêts	1 340		1 283	
Rémunération du collatéral SG SFH	256		220	
Intérêts sur créances commerciales et crédits à la clientèle		50 336		47 188
Intérêts sur créances douteuses		1 271		1 163
Autres intérêts				
Produits sur prêts subordonnés à terme	32		30	
Instruments financiers : produits nets sur swaps de taux de couverture				
Total	14 477	54 777	9 114	51 693

Note 20. – Intérêts & charges assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Etablissements de crédit	Clientèle	Etablissements de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	4 358	54	139	35
Intérêts sur comptes & emprunts	13 674	8 963	10 330	8 474
Intérêts sur titres à revenu fixe				
Charges sur dettes subordonnées à terme & à durée indéterminée	1 113		1 000	
Instruments financiers : charges nettes sur swaps de taux de couverture	9 645		7 923	
Total	28 790	9 018	19 392	8 509

Note 21. – Produits et charges sur opération de crédit bail et assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	6 730	6 095
Loyers de Crédit Bail	6 558	6 071
Plus value de cession d'immobilisation de crédit bail	172	24
Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	-7 093	-5 632
Amortissement Crédit Bail	-6 703	-5 530
Moins value sur cession de Crédit Bail	-390	-102
Total	-362	463

Note 22. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations de trésorerie & Interbancaires	66		72	
Opérations avec la clientèle	9 193	36 601	9 093	36 437
Opérations sur titres	145		138	
Opérations de change		26		18
Opérations sur engagements de financement et de garantie		1 901		1 977
Prestations de services financiers		10 015		9 955
Commissions apporteurs d'affaires	115		1	
Total	9 518	48 543	9 305	48 387

Note 23. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations sur titres de transaction et de placement		
Pertes sur titres de transaction		
Opérations de change	437	55
Gains sur opération de change et d'arbitrage	497	370
Pertes sur opération de change et d'arbitrage	-60	-315
Total	437	55

Note 24. – Ventilation par zones géographiques

(En milliers d'euros.)	Réunion	Mayotte	Paris
Intérêts et produits assimilés	52 581	15 237	1 436
Intérêts et charges assimilés	32 686	4 346	776
Commissions (produits)	32 633	14 673	1 237
Commissions (charges)	7 236	2 066	216
Gains/pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	468	4	24
Autres produits d'exploitation bancaire	2 482	871	32
Autres charges d'exploitation bancaire	158	1	0

Note 25. – Autres produits d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Commissions gestion assurances sur concours	1 150	1 185
Prestations informatiques	249	117
Revenus des immeubles	139	116
Quote-part de bénéfice assurance	1 591	1 615
Affacturage		291
Autres produits divers d'exploitation	256	72
Total	3 385	3 396

Note 26. – Autres charges d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres charges diverses d'exploitation	159	94
Total	159	94

Note 27. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel	29 497	27 508
Salaires & traitements	20 212	19 430
Charges de retraite	1 710	1 759
Charges sociales	7 386	7 000
Intéressement des salariés	482	850
Participation des salariés	257	765
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	921	1 651
Subvention RH		-167
Transfert de charge immobilisée (AMPLITUDE)	-1 900	-3 143
Dotations aux provisions sur charges de personnel	524	188

Reprises de provisions disponibles sur charges de personnel	-95	-825
Reprises de provisions utilisées sur charges de personnel		
Pertes/ créances irrécupérables couvertes sur charges de personnel		
Pertes/ créances irrécupérables non couvertes		
Autres frais	17 994	17 357
Impôts, taxes	906	1 587
Dotation/reprise de prov/risques / impôts et taxes		-592
Régul Prorata TVA		
Services extérieurs	17 088	16 362
Total	47 491	44 865

Note 27. – Honoraires des commissaires aux comptes

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la Société Générale.

Note 28. – Coût net du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses (principal)	19 692	16 771
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	491	299
Dotations aux dépréciations sur encours à surveiller		
Dotations aux dépréciations sur encours douteux non contentieux clientèle de particuliers	2 880	1 530
Autres dotations aux dépréciations	1 279	327
Reprises de dépréciations sur créances douteuses devenues disponibles ou utilisées (principal)	-19 032	-17 818
Reprises de dépréciations sur encours à surveiller (disponibles ou utilisées)		
Reprises de dépréciations sur encours douteux non contentieux clientèle de particuliers	-1 356	-1 529
Reprises de dépréciations pour risques disponibles ou utilisées	-597	-611
Autres reprises de dépréciations		
Pertes sur éléments couverts par des provisions	232	53
Autres charges irrécupérables couvertes par des dépréciations	6 469	9 931
Récupérations sur créances amorties	-14	-33
Dotations pour dépréciation des biens acquis par adjudication		
Reprises pour dépréciation des biens acquis par adjudication		
Pertes sur éléments non couverts par des provisions	1 621	1 178
Dotations aux dépréciations sur créances saines S1/S2	13 371	5 695
Reprises de dépréciations sur créances saines S1/S2	-14 576	-9 743
Total	10 460	6 050

Note 29. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles		
Moins values sur cessions d'immobilisations		
Plus values sur cessions d'immobilisations		
Plus values sur cessions droits au bail		
Reprise dépréciations sur immobilisations incorporelle		
Immobilisations corporelles	5	2
Moins values sur cessions d'immobilisations		-1
Plus values sur cessions d'immobilisations	5	3
Immobilisations financières	-6	2
Moins values sur cessions d'immobilisations financières		
Dotations dépréciations / immobilisations financières	-6	2
Plus values sur cessions d'immobilisations financières		
Reprises dépréciations / immobilisations financières		
Dépréciation sur immobilisations		
Autres dotations aux provisions pour dépréciation		
Autres reprises de provisions pour dépréciation		
Total	-1	3

Note 30. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
IS sur résultat courant	3 496	4 911
Intégration fiscale : subvention à SNC Société 72		
Provision IS		
Impôt Différé - PTZ	35	-74
Total	3 532	4 837

Note 31. – Situation fiscale latente

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts Différés Actif (taux : 25,83 %)	8 671	8 764
Charges à payer non déductibles	113	255
Provisions non déductibles	8 325	8 013
Autres provisions non déductibles	233	496
Impôts différés Passif		7
Total	8 671	8 757

Note 32. – Rémunérations allouées, avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Montant global des rémunérations allouées aux dirigeants (*)	NC	NC
Montant global des rémunérations allouées aux administrateurs	Néant	Néant
Montant global des avances et crédits accordés aux dirigeants et aux administrateurs pendant l'exercice	Néant	Néant
(*) l'information ne peut être communiquée, car il n'y a qu'un seul dirigeant		

Note 33. – Projet d'affectation du résultat 2024

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes	9 485	16 706
Report à nouveau	0	
	9 485	16 706

Note 34. – Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Plan d'épargne logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	9 440	8 788
Ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	14 111	20 057
Ancienneté de plus de 10 ans	16 758	15 080
Sous-total	40 309	43 924
Comptes épargne logement (CEL)	6 807	7 367
Total	47 116	51 292

Note 35. – Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Encours des prêts	3	5

Note 36. – Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotation	Reprise	31/12/2024
Plan d'épargne logement (PEL)	173		8	165
Comptes épargne logement (CEL)	316		62	254
Total	489		70	419

Note 37. – Evénements postérieurs à la clôture

Néant

Note 38. – Effectif moyen en activité au cours de l'exercice

	31/12/2024	31/12/2023
Techniciens de la banque	255	275
Cadres	141	136

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve les comptes annuels tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice de 9 485 477,89 euros, augmenté du report à nouveau antérieur créditeur de 141 478 784,44 soit un bénéfice distribuable de 150 964 262,33 de la manière suivante :

Résultat net de l'exercice	9 485 477,89 €
Affectation à la réserve légale (la réserve légale est bien dotée à hauteur de 10 % conformément à l'article L.232-10 du Code de commerce)	0,00 €
Report à nouveau antérieur	141 478 784,44 €
Soit un bénéfice distribuable de	150 964 262,33
Affectation :	
A la réserve libre (ou aux autres réserves)	0,00 €
Versement de dividende : (soit 28,45 € par action)	9 485 477,89
Au report à nouveau	141 478 784,44 €

Il est proposé aux actionnaires de fixer la date de mise en paiement de ce dividende à compter du 15 juin 2025.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaire, prend acte que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents s'établissent comme suit :

Information sur les dividendes et autres revenus distribués au titre des trois derniers exercices

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement de 40 %		Revenus non éligibles à l'abattement
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2021	1 468,68	0,00	16 317 293,32
2022	1 486,27	0,00	16 512 718,15
2023	1 503,51	0.00	16 704 287,51

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des dépréciations et provisions sur les opérations avec la clientèle

(Se référer aux notes 2 et 12 de l'annexe aux comptes annuels)

Risque identifié

Votre société est exposée à une perte potentielle si son client ou sa contrepartie s'avère incapable de faire face à ses engagements financiers. Sans attendre qu'un risque de crédit soit avéré, votre société constitue des provisions collectives pour risque de crédit sur les encours sains non dégradés et dégradés ainsi que des dépréciations individuelles sur les encours douteux lorsque ce risque est avéré.

Au 31 décembre 2024, le montant total des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 1 727 millions d'euros, le montant total des dépréciations associées s'élève à 65,2 millions d'euros et celui des provisions s'élève à 13,7 millions d'euros.

Les provisions collectives sont évaluées à partir de modèles reposant sur la détermination de paramètres de risque (probabilités de défaut, pertes en cas de défaut, expositions...) et la prise en compte d'analyses internes relatives à la qualité de crédit de chaque contrepartie ou secteur.

Les encours douteux font l'objet de dépréciations déterminées sur base individuelle ou statistique. Elles sont évaluées par la direction en fonction des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être.

Pour tenir compte des évolutions économiques récentes ainsi que du contexte géopolitique, l'évaluation des provisions et dépréciations implique un jugement important et le recours à des hypothèses par la direction, notamment pour :

- Etablir les scénarios forward-looking qui sont intégrés dans les modèles d'estimation des provisions collectives ;
- Déterminer la classification des encours de prêts (non dégradés, dégradés, douteux ou douteux compromis) en tenant compte des potentielles dégradations significatives du risque de crédit ;
- Mettre à jour les modèles et les hypothèses ainsi que les ajustements (à dire d'experts ou sectoriels) sous-tendant les pertes de crédit attendues (encours sains non dégradés ou dégradés).
- Déterminer les perspectives de recouvrement des encours douteux.

Du fait du jugement important de la direction et des incertitudes d'estimation, nous considérons que l'évaluation des provisions et dépréciations constitue un point clef de notre audit.

Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque

En réponse à ce risque, nos travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance de la gouvernance encadrant le processus de classification, de notation et de détermination des provisions et dépréciations ;
- Apprécier la conception et l'efficacité du contrôle interne relatif au processus d'évaluation des provisions et dépréciations sur les crédits à la clientèle ;
- Avec l'appui de nos spécialistes en audit informatique, tester sur la base d'échantillons les contrôles généraux informatiques et les contrôles automatiques relatifs à l'évaluation des provisions et dépréciations ;
- Avec l'appui de nos spécialistes en risque de crédit, apprécier le caractère approprié des modèles, des hypothèses et des scénarios macro-économiques utilisés pour l'évaluation des provisions collectives ;
- Réaliser des calculs indépendants de provisions collectives sur base d'échantillons ;
- Apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties ;
- Sur une sélection d'encours provisionnés à dire d'expert, apprécier le niveau de dépréciation retenu dans les comptes ;

Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations relatives aux provisions et dépréciations sur les opérations avec la clientèle publiées dans l'annexe aux comptes annuels.

Migration du système informatique bancaire

Risque identifié

Comme indiqué dans la note relative aux faits marquants de l'exercice de l'annexe aux comptes annuels, la BFC OI a procédé, au cours de l'exercice 2024, à la migration vers un nouveau système informatique bancaire, afin de renouveler les infrastructures ainsi que les applicatifs métiers et de gestion de la banque.

Cette migration a engendré des impacts importants sur les processus de production et de contrôle de l'information financière de BFC OI.

Dans ce contexte, nous avons considéré que la migration informatique constituait un point clé de notre audit.

Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque

En réponse à ce risque, nous avons évalué, avec l'aide de nos spécialistes en systèmes d'information, le dispositif de contrôle interne mis en place autour du projet de migration informatique, particulièrement en ce qui concerne les tests de reprise des données ainsi que les tests des fonctionnalités applicatives considérées comme clés pour l'élaboration des états financiers.

Nos travaux relatifs aux contrôles généraux informatiques ont par ailleurs consisté à tester l'efficacité d'une sélection de contrôles relatifs à la gestion des droits d'accès aux systèmes informatiques, à la gestion de l'exploitation informatique et au traitement des incidents.

Nous avons également procédé à des travaux complémentaires consistant à :

- Tester les écritures manuelles comptables jugées risquées au regard du risque de fraude ;
- Tester le correct apurement des suspens identifiés par la société ;
- Tester le correct calcul des produits d'intérêts, au travers de procédures de recalcul indépendant ;
- Nous assurer de l'absence de volumétrie inhabituelle de réclamations de la clientèle ;
- Tester les contrôles alternatifs mis en place par la société en ce qui concerne le rapprochement des bases de gestion avec la comptabilité, y compris ceux liés aux systèmes de gestion des crédits sains, douteux et douteux compromis.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BANQUE FRANCAISE COMMERCIALE OCEAN INDIEN SA par votre assemblée générale du 15 mai 2024 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 25 juin 2024 pour le cabinet KPMG SA.

Au 31 décembre 2024, nos deux cabinets étaient dans la première année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons au Conseil d'administration un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 15 mai 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Ridha Ben Chamek

KPMG SA
Nicolas DE LUZE

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à notre siège social : 58 Rue Alexis de Villeneuve – 97400 Saint-Denis.